

Projet de Plan Climat de Paris 2024-2030, plus vite, plus local, plus juste. - Rapport annuel 2023 du Plan Climat de Paris.

Paris, le 13 décembre 2023

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Je veux vous dire, avec Dan LERT que je veux vraiment remercier très chaleureusement pour tout le travail qu'il a fourni avec les adjoints, l'administration, et des maires d'arrondissement se sont également impliqués, que nous sommes dans un calendrier qui est en fait incroyable.

Cette nuit, un accord a été trouvé à Dubaï, un accord important : la C.O.P. 28 à laquelle nous avons eu la chance de participer, l'honneur de participer pour la première fois au titre des villes, avait très bien démarré, avec une première annonce forte sur la création du fonds pertes et préjudices. Elle s'est bien conclue avec cet accord dans lequel il est question notamment de la sortie des énergies fossiles, qui était un des éléments sur lequel nous avons tous, en tous les cas ceux qui souhaitaient cet accord et cette mention, œuvré durant des semaines, notamment pendant la C.O.P.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons ici, au Conseil de Paris, pour la présentation et l'adoption, dans cette première phase, du plan Climat de la Ville de Paris, pour 2024-2030.

Je pense que c'est un "timing" absolument incroyable de par peut-être les signaux qu'il nous donne et en plus ce plan Climat, après cet accord signé cette nuit, arrive après un vote de budget ici à Paris, hier, où ma majorité, notre majorité, s'est réunie pour dire quoi ? On accélère. On accélère sur la question climatique et sur la question sociale, parce que les deux sont intimement liées. Nous sommes donc, dans notre agenda parisien, je veux le dire très fortement à tous les Parisiens et les Parisiennes qui suivent nos travaux, et à ceux qui sont en tribune aujourd'hui, au rendez-vous de l'histoire. Un budget clair, hier, qui affirme par ses engagements en matière d'investissement et d'actions très concrètes, de déclinaisons très concrètes budgétaires, notre engagement sur le climat et sur la solidarité.

Un accord signé hier soir à Dubaï pour la C.O.P. 28, et ce matin la discussion sur le plan Climat. Je crois que l'on ne pouvait pas imaginer meilleure convergence ou alignement des planètes.

Plus vite que prévu, et partout dans le monde, le climat s'accélère, c'est quelque chose que nous constatons, l'année 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée à Paris aussi évidemment. A Paris, les températures moyennes dépassent déjà de 2,3 degrés celles de l'ère préindustrielle, et bien sûr nous devons nous préparer à vivre dans une ville à plus de 2,5 degrés en 2030 et à plus 3 degrés à horizon 2050.

Les villes, nous le savons, sont responsables de 70 % des émissions de carbone, mais aussi les premières victimes du changement climatique. Les villes où aujourd'hui sur la planète vit la moitié de l'humanité sont en première ligne à la fois comme lieu d'émissions de ces gaz à effet de serre et de pollution, et comme espaces où se trouvent les solutions pour accélérer. Paris a toujours été, depuis une vingtaine d'années maintenant, une ville très engagée sur la question du climat.

En 2001, on ne parlait pas exactement de la même façon. En 2001, nous avons été élus sur un slogan qui était "changer d'ère", mais le changer d'ère, c'était aussi lutter contre la pollution de l'air. C'était déjà ce sujet qui nous avait rassemblés et nous a permis de poser un certain nombre d'actions très importantes.

Aujourd'hui, nous sommes dans un contexte différent, parce que l'accélération du changement climatique et les conséquences sur nos vies sont très visibles, perceptibles par les Parisiennes et les Parisiens et que nous devons non seulement accélérer la transition écologique, j'y reviendrai, et la sortie des énergies fossiles, mais aussi accélérer l'adaptation. Ces deux sujets sont des sujets que nous avons faits nôtres dans nos politiques publiques parisiennes.

Le débat organisé qui nous réunit aujourd'hui est donc essentiel si nous voulons garantir aux Parisiennes et aux Parisiens, aux générations futures, de pouvoir vivre dans de bonnes conditions et en bonne santé, parce que ce qu'a fait cette C.O.P. 28 aussi, c'est ce lien entre climat et santé, et en bonne santé à Paris dans les années à venir.

C'est vrai que nous n'avons pas attendu pour agir, je le disais, et depuis 2004, date à laquelle nous avons fait notre premier bilan carbone à l'époque, nous avons réduit nos émissions locales de 36 %, et la qualité de l'air s'est nettement améliorée avec des concentrations de polluants qui ont diminué de 30 à 60 % pour un certain nombre de ces polluants. Ces résultats, nous les devons bien sûr à l'adoption de notre tout premier plan Climat, en 2007. À l'époque, il y avait des agendas 21, on était une des premières collectivités à se saisir du sujet, et j'avais eu l'honneur de porter avec Yves CONTASSOT ce plan Climat qui avait été voté ici à l'unanimité, et c'était avant même toute obligation réglementaire.

Nous l'avons révisé en 2012 et 2018, mais parce qu'il ne suffit pas de parler et de fixer des objectifs pour traduire ces objectifs, il faut des moyens et notamment financiers, nous avons aussi mis en place des investissements déjà massifs dans la transition écologique, puisque depuis 2014, bientôt dix ans, depuis que je suis maire, plus de 10 milliards d'euros ont été investis par la Ville et un plan d'accélération des investissements de la mandature très largement fléché vers la transition écologique a été voté, et ce n'est rien de moins que 1,750 milliard d'euros en 2023.

Ce choix, nous le prenons en responsabilité. Il fait débat et c'est très bien qu'en démocratie, il y ait des orientations différentes. Pour nous, la question du climat domine toutes les autres. C'est celle qui conditionne les inégalités sociales, c'est celle qui conditionne aussi les risques que nous voyons sur toutes nos démocraties. Des risques de déstabilisation partout dans le monde et aussi dans notre pays et en Europe, bien sûr.

Pour nous, cette question domine tout le reste, et c'est autour de cette question que doivent s'organiser nos réponses. D'ailleurs, je partage complètement l'idée d'Éric LOMBARD, président de la Caisse des dépôts et consignations, qui dit : "nous sommes arrivés à un moment où la dette écologique est beaucoup plus grave que la dette financière". Oui, je partage complètement cette affirmation.

D'ailleurs, que ceux qui sont en désaccord avec cela se lèvent. Allez-y, levez-vous si vous n'êtes pas d'accord avec cela. Levez-vous, il faut que l'on vous voie, il faut que vous assumiez. Si pour vous ce n'est pas cela, c'est bien que l'on vous voie, parce qu'il faut l'assumer, parce que le débat est là. La dette écologique est-elle plus importante que tout le reste pour garantir la vie des générations qui viennent ?

Personne ne s'est levé, cela veut dire que nous sommes tous d'accord. C'est bien si tout le monde est d'accord avec cela. Parce qu'ici, nous sommes à Paris, la ville, mais j'entends des petits bruits, donc cela veut dire que l'on assume, mais on n'assume pas, mais bon. J'entends cela, et c'est normal en démocratie, on peut avoir des opinions différentes, mais il faut les assumer.

En tous les cas nous l'assumons et la responsabilité de l'Accord de Paris sur le climat, je la prends en tant que maire depuis la signature de cet accord sur le climat, avant déjà, mais en tous les cas je prends cette responsabilité, et la majorité qui nous unit ici pour diriger cette Ville depuis 2014 prend aussi cette responsabilité.

Notre action climatique d'ailleurs est reconnue à travers le monde. En témoigne le prix des Nations Unies pour le climat que nous avons reçu en 2021. J'ai pu le constater aussi encore avec Dan LERT lorsque nous nous sommes rendus à la C.O.P. 28, où le secrétaire général des Nations Unies, Antonio GUTERRES, a très clairement dit, en ouverture du premier sommet local de l'action climatique auquel je participais avec 12 autres grandes villes du monde : "la bataille pour le climat se gagnera dans les villes, ou sera perdue".

Nous considérons qu'il faut gagner cette bataille, c'est pour cela qu'ici, à Paris, Ville Lumière, ville reconnue pour son action à travers le monde et pour son action sur le climat, nous avons décidé de prendre notre destin en main et d'accélérer.

Actuellement d'ailleurs, ce sont bien les villes qui diminuent les émissions plus vite que les États. La C.O.P. 28 est porteuse d'espoir avec, je l'ai dit tout à l'heure, l'adoption, dès le premier jour, du fonds Pertes et Dommages, et je souhaite d'ailleurs que la Ville participe, dès que ce fonds sera opérationnel. C'est ce fonds qui permettra notamment de prendre part au financement pour les pays les plus pauvres, ceux qui subissent les dommages des pays les plus riches et les plus polluants.

La Ville de Paris, dès que ce fonds sera opérationnel, puisque maintenant qu'il a été créé, il va évidemment se mettre en place, nous prendrons notre part, y compris sur le financement de ce fonds.

D'ailleurs, la question du financement des villes dans la transition écologique et dans l'adaptation a été le sujet, notamment lors de la C.O.P. 28 à Dubaï, du sommet local de l'action climatique.

Le financement a été aussi le sujet de toute la C.O.P., puisqu'évidemment, c'est très bien de faire des déclarations, mais si l'on ne flèche pas et si l'on ne conduit pas les investissements publics et privés vers la sortie des énergies fossiles et vers l'adaptation, il ne se passera rien. La bataille est donc aussi sur la question du financement et je prends ma part, puisque vous le savez, je participe à un groupe de travail sous l'égide de Jeffrey SACHS.

Je copréside ce groupe de travail avec le maire de Rio et Jeffrey SACHS, sous l'égide de l'ONU, qui a pour vocation d'aboutir, nous l'espérons, le plus rapidement possible, à la création d'une banque verte des villes pour assurer un financement direct des villes engagées dans la transition écologique à l'échelle internationale, mais aussi à l'échelle évidemment européenne.

Je retiendrai évidemment aussi de cette C.O.P. 28 la mention faite sur la sortie des énergies fossiles, même s'il y a eu une négociation sur le mot utilisé, c'est ce que cela veut dire qui a été adopté. Malgré la présence de 2.500 "lobbyistes" des énergies fossiles à la C.O.P. 28, dont Total qui était dans la délégation française, malgré cette lettre honteuse de l'O.P.E.P. à ses membres pour essayer d'empêcher tout accord ambitieux de sortie des énergies fossiles, cette opportunité historique de mentionner la sortie des énergies fossiles n'a pas été gâchée, elle figure dans l'accord de Dubaï et c'est une très bonne nouvelle.

À l'image des États et des villes américaines, pourquoi les villes sont importantes ? On se souvient tous quand Donald TRUMP, en 2017, est sorti de l'Accord de Paris, ce sont les villes nord-américaines qui se sont réunies pour dire qu'elles restaient et seraient engagées pour le climat. J'ai eu la chance pendant cette période de 2016 à 2019 de présider le C40, le groupe des 100 plus grandes métropoles mondiales et de participer, avec mes collègues nord-américains, à de très nombreuses actions, notamment aux États-Unis, à

San Francisco et ailleurs, pour porter justement ce message, ce message positif de l'action des villes lorsque les États ne sont plus au rendez-vous.

Nous en sommes aujourd'hui à notre quatrième plan Climat, et ce plan Climat pour Paris s'inscrit donc dans cette ambition d'accélérer les transformations nécessaires là où les États tardent souvent.

Je veux à nouveau remercier toutes celles et tous ceux, dont Dan LERT, qui ont pris part à ce travail extrêmement puissant, d'ailleurs nous l'avons présenté à nos collègues des autres villes. Je vous renvoie aussi à ce document de synthèse, document très bien accueilli par les scientifiques et par nos collègues maires qui souhaitent aussi avancer et prennent exemple sur la Ville de Paris.

Nous devons gagner la course contre la montre de la neutralité carbone et contribuer à l'objectif de l'Accord de Paris. En premier lieu, ce plan lance ce que nous appelons le chantier du siècle à Paris, avec la rénovation massive du bâti parisien, qui est une des premières sources d'émissions de CO2 dans notre ville.

D'ailleurs, j'ai entendu hier ici et là, sur les bancs de la droite, que l'on faisait des plans, mais qu'il n'y avait pas d'action. Je pense qu'il va falloir choisir : soit on fait trop de travaux, soit on ne fait que des plans, mais il va falloir quand même choisir.

On nettoie la ville de ses pollutions, notamment la pollution liée au trafic automobile, n'en déplaise au "lobby" des constructeurs automobiles que d'aucuns connaissent très bien ici.

En plus des 5.000 logements rénovés par an dans le parc social parisien, et du programme Eco-rénovons Paris+, qui accompagne les propriétaires, nous aiderons les ménages les plus modestes grâce aussi à un dispositif zéro reste à charge, parce que pour nous, le climat et la solidarité vont ensemble, car les premières victimes, notamment des effets du changement climatique, restent les personnes les plus vulnérables.

Ce zéro reste à charge permettra donc aux ménages les plus modestes d'effectuer aussi leurs travaux, et évidemment nous allons amplifier la rénovation de nos équipements et de nos piscines.

D'ici 2050 nous aurons rénové toutes les écoles et toutes les crèches parisiennes, grâce d'ailleurs au développement d'une nouvelle méthode de rénovation globale, qui nous permettra d'intervenir en une seule fois sur tous les sujets, notamment sur l'énergie, l'adaptation et la mise en place des cours Oasis.

Pour nous, ce plan est aussi une occasion, une opportunité pour accélérer sur l'accessibilité. Ces bâtiments seront bien plus économes en énergie, ils émettront moins de gaz à effet de serre et seront aussi adaptés aux fortes chaleurs pour protéger les enfants des effets des canicules.

Ensuite, ce plan détaille aussi notre trajectoire pour sortir des énergies fossiles. Oui, Paris va sortir des énergies fossiles, d'ailleurs nous avons signé, depuis quelques années, l'accord sur la non-prolifération des énergies fossiles, auquel un certain nombre d'États, de villes et d'acteurs internationaux ont apporté aussi leur signature.

Localement et collectivement, comment ? Grâce aux rénovations bien sûr, aux efforts de sobriété énergétique, puisque cela part de là, de la sobriété énergétique, à l'élimination des dernières chaudières au fuel sur le territoire, au raccordement au réseau de chaleur et au verdissement de notre "mix" énergétique, Paris se passera donc des énergies fossiles. Les bâtiments publics n'en utiliseront plus pour se chauffer d'ici 2040. Pour les remplacer, nous développerons 6.000 micro-installations de production d'énergies renouvelables sur tous nos équipements publics, à savoir : du photovoltaïque, de la géothermie, de la récupération de chaleur fatale pour produire de l'énergie locale et durable à Paris.

Parce que ce que nous apportent les énergies renouvelables que nous pouvons utiliser à Paris aussi, c'est de pouvoir produire l'énergie et la consommer directement. On n'a pas besoin de passer par des centralisations, par des monopoles, c'est une force, une force considérable que de pouvoir décentraliser la production et la consommation des énergies. Une ville comme Paris s'est déjà engagée sur ce chemin-là, mais 6.000 micro-installations de production d'énergies renouvelables sur nos équipements publics vont nous permettre de traduire cet objectif en réalité.

Nous allons bien sûr aussi développer l'auto-consommation et encourager tous les acteurs économiques implantés sur le territoire à participer à cette dynamique.

Nous allons aussi poursuivre la réduction de la place de la voiture thermique à Paris, pour lutter contre la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre, car oui, personne ne pourra dire le contraire, si certains disent le contraire ici, voilà, dites-le, mais moins de voitures, c'est moins de pollution.

C'est bien si cela fait consensus maintenant, je suis tellement contente.

Pour rééquilibrer nos rues en faveur des piétons, des vélos et de la nature, nous mettrons en oeuvre la première zone à trafic limité, Z.T.L., dans le centre de Paris au lendemain des Jeux Olympiques et Paralympiques. Nous transformerons aussi la voie olympique sur le boulevard périphérique qui sera dédiée en voie de covoiturage. Pour les transports en commun, nous développerons les coeurs piétons dans tous les arrondissements, et d'ailleurs si les Parisiennes et les Parisiens nous confirment le 4 février prochain, date de la votation citoyenne sur les S.U.V., nous mettrons en place aussi une tarification différenciée du stationnement non résidentiel pour les 4x4 et les S.U.V.

Ces mesures sont la palette de mesures que nous pouvons et devons mettre en place pour faire baisser la pollution atmosphérique. Il n'y en a pas d'autres.

La France a été condamnée à différentes reprises. Elle a encore subi récemment deux condamnations de 5 millions d'euros pour non-respect de ses obligations en matière de lutte contre la pollution de l'air, pour trois métropoles : Paris, Lyon et Marseille.

C'est très simple, comment fait-on pour ne plus être condamné, c'est-à-dire pour mettre en place les mesures ? Il n'y a pas 36.000 solutions. Ce sont des mesures qui visent à restreindre le trafic automobile, parce que la pollution est en grande partie liée aux moteurs thermiques du trafic automobile. Les solutions sont simples, elles sont sur la table, ce sont les Z.T.L., les Z.F.E., les voies dédiées au covoiturage, les pistes cyclables, et gagner sur la voirie dédiée à l'automobile des espaces pour les piétons pour le verdissement de la ville.

Telles sont les solutions qui existent. Ne pas les mettre en place, c'est en fait refuser de répondre aux obligations de l'O.M.S., aux obligations internationales en matière de pollution de l'air et de santé publique.

C'est pourquoi je suis très confiante dans le fait qu'au lendemain des Jeux olympiques et paralympiques, disons-le, pendant la période des Jeux olympiques et paralympiques, une grande partie de Paris sera une très grande Z.T.L., et ce n'est pas pour me déplaire.

Au lendemain des Jeux Olympiques et Paralympiques, ces mesures seront mises en place, parce que si d'aucuns veulent nous empêcher de les mettre en place, il faudra alors qu'ils aillent devant les tribunaux pour justifier pourquoi les seules mesures qui font baisser la pollution de l'air ne seraient pas praticables dans une ville comme Paris qui est principalement concernée, comme Lyon et Marseille, par la pollution atmosphérique. Il va falloir justifier cela.

Nous laisserons, mais je pense qu'il n'y aura pas besoin, évidemment porter cela devant les tribunaux, et nous verrons bien ce qu'il en est. Néanmoins, j'ai toute confiance compte tenu de ce qu'est aujourd'hui la jurisprudence du Conseil d'État et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Nous transformerons aussi bien sûr notre propre parc de véhicules, ce qui est déjà engagé, pour sortir de l'ère thermique d'ici 2030.

Il nous faut aussi, et je le dis parce que c'est un choix délibéré que nous faisons avec notre équipe ici à Paris, mettre la nature au cœur de nos politiques urbaines, car c'est notre meilleure alliée, la nature, pour rafraîchir la ville, protéger les Parisiennes et Parisiens des effets du changement climatique. Oui, nous faisons le choix de la nature : les arbres, l'eau avec la Seine qui, grâce à l'engagement de la Ville et de l'État sur les Jeux Olympiques et Paralympiques, sera baignable.

Nous faisons le choix de la nature, je le dis, ce n'est pas de notre responsabilité de mener une politique industrielle, mais quand même par les choix d'investissement de la Ville, on pourrait, par exemple, soutenir des choix de développement de politiques industrielles qui pourraient aller vers la captation carbone ou des technologies coûteuses, qui servirait à qui ?

Qu'à ceux qui auraient les moyens de s'acheter ces technologies, qui capteraient une partie du financement et des investissements, qui ne permettraient pas de réduire ni les énergies fossiles ni la production de carbone, mais se donneraient bonne conscience, parce que la technologie viendrait nous aider à faire quoi ? A capter le carbone.

Pendant ce temps-là, ailleurs, face à des pays dont certains, je pense à la Colombie, ont fait le choix d'arrêter complètement la production de charbon, pays qui n'est pas parmi les plus riches de la planète, nous consommerions des crédits, nous continuerions à polluer, pendant qu'à d'autres, ceux qui préservent nos forêts, je pense à l'Amazonie et les ressources de biodiversité de la planète, on continuerait à leur faire payer le coût d'une industrialisation totalement déraisonnable ? Non.

Ici, nous faisons le choix de la nature aussi et des "low-tech" pour pouvoir faire baisser notre empreinte carbone, sortir des énergies fossiles, et assurer la transformation de notre territoire pour être totalement alignés avec l'Accord de Paris et ses ambitieux objectifs.

Notre défi, c'est bel et bien de transformer notre ville dense et très minérale pour qu'elle puisse rester vivable même en période de forte chaleur, donc continuer à planter des arbres, 300 hectares d'espaces verts dans Paris d'ici 2040. Ce, avec un lien bien sûr entre le plan Climat, le budget que l'on a voté hier, et le P.L.U. bioclimatique. Merci, nous avons eu cette discussion, il n'y avait pas de débat, la question est quels moyens est-on capable de mettre à l'instant t et on l'a fait, c'est une très bonne chose et je m'en réjouis beaucoup.

D'ici 2040, nous ferons en sorte que ces 300 hectares d'espaces verts voient le jour, mais aussi d'ici là nous allons - il n'y avait pas de doute, j'espère, Émile MEUNIER, je sais que vous y tenez autant que moi d'ailleurs - ouvrir nos grands parcs aussi 24 heures sur 24 dans les périodes de canicule. Nous allons continuer aussi avec les cours Oasis, avec les rues verdies, les rues aux écoles, tous ces espaces où l'on fait baisser la température parce qu'il y a moins de voitures et qu'il y a des arbres.

Oui, nous allons continuer les forêts urbaines. Je ne sais par quelle légende urbaine certains ont imaginé que les forêts urbaines ne seraient pas faites. Les légendes urbaines comme celle-là et notamment avec notre équipe ont vocation à être démenties.

Oui, la forêt urbaine de la place de Catalogne, oui, les deux forêts urbaines au lendemain des Jeux olympiques et paralympiques qui verront le jour ici sur le parvis de l'Hôtel de Ville, je pense que beaucoup de gens se précipiteront pour leur inauguration.

Nous aurons aussi, place du colonel Fabien, une autre forêt urbaine magnifique, qui va pouvoir être livrée rapidement. Il y a aussi cette forêt urbaine de Charonne, qui est en cours de plantation, cher Christophe, avec 2.000 arbres qui seront plantés. 470 arbres plantés sur la forêt place de la Catalogne. Des arbres sur non pas une forêt urbaine, mais un aménagement...

J'entendais hier quelqu'un dire que l'on n'a rien fait pour le 18^e arrondissement. J'espère que cette personne sera présente lors de l'inauguration de la porte de la Chapelle et de la rue végétalisée. Cela me fera plaisir, ou alors cette personne n'est pas passée souvent ces derniers temps dans cet endroit pour pouvoir expliquer ici que rien ne serait fait à la porte de la Chapelle. Je vous donne rendez-vous, venez. Je veux partager le bonheur de ces transformations et de ces réalisations. Ce sera vraiment un moment formidable.

Bien sûr, dans le fait de jouer et de miser sur la nature pour rafraîchir la ville, la Seine, les baignades dans la Seine, et là aussi je vous inviterai, je vous donnerai la date, aux grands plongeurs que nous serons amenés à faire à l'été dans notre très beau fleuve qui aura retrouvé ses capacités, y compris de baignabilité.

L'autre volet très important de notre plan, c'est la justice sociale, parce qu'il n'y a pas d'actions climatiques réussies sans justice sociale. Le changement climatique qui aggrave les inégalités, c'est Oxfam qui l'a rappelé dans son dernier rapport, nous donnons donc la priorité aux quartiers populaires, à la lutte contre la précarité énergétique, à une alimentation de qualité dans la restauration collective "bio" et locale, chère Audrey, avec le maintien aussi du premier repas de cantine à 13 centimes pour toutes et tous, cher Patrick.

Nous protégeons les plus fragiles en créant également un plan Grand Chaud pour mettre à l'abri les personnes à la rue en période de canicule. Nous multiplierons les lieux refuges dans chaque arrondissement pour les personnes les plus vulnérables aux fortes chaleurs, les personnes âgées, les femmes enceintes, les jeunes enfants.

Ce travail, nous le conduisons avec beaucoup de détermination. Je remercie Léa d'y prendre toute sa place et Dominique VERSINI également, notamment sur la question des enfants et des enfants de l'A.S.E.

Nous continuerons aussi, puisque c'est un changement de modèle qu'il nous faut opérer, à accompagner l'indispensable changement du modèle économique qui est le nôtre. Nous avons besoin, c'est vrai, d'un modèle de tourisme différent, facilitant les arrivées en train. Je me réjouis de la mise en service du train de nuit Paris Berlin qui est arrivé pour la première fois hier à Paris. Je me réjouis de la remise en service des trains de nuit. On y a aussi beaucoup contribué avec de grandes villes européennes engagées dans la transition écologique.

Nous sommes aussi engagés et je l'ai dit, en n'incitant pas à la surconsommation et en soutenant des secteurs économiques qui promeuvent le réemploi comme les acteurs de l'économie sociale et solidaire, cher Florentin LETISSIER, avec aussi des choses très fortes, l'immeuble Berlier qui abrite cet hôtel industriel du réemploi.

D'ailleurs, dans l'ancien lieu de Dominique PERRAULT, l'architecte de la grande bibliothèque de France, nous mettrons aussi en place la sortie de la publicité commerciale, je l'avais annoncé lors du débat sur les orientations budgétaires le mois dernier. En trois ans nous sortirons de la publicité commerciale sur notre mobilier urbain, celui qui dépend de nous. Il y en a qui ne dépend pas de nous. Sur celui qui dépend de nous, nous allons agir.

Voilà comment nous pourrions faire plus vite, plus local et plus juste. Je suis vraiment très heureuse de pouvoir en débattre aujourd'hui, parce qu'il faut rassembler toutes les forces pour justement répondre à cette urgence climatique. C'est justement ce que souhaite ce plan Climat. Je dois dire, je suis parfois un peu affligée quand je vois des amendements qui ont été déposés. On va en discuter. Je pense que c'est salubre que chacun assume ses positions.

Je m'attendais à lire une vision alternative, un contre-projet. D'ailleurs, un chroniqueur économique Dominique SEUX, journaliste qui intervient sur France Inter, le disait dans son édito du 23 novembre sur notre plan Climat. Il disait : "en fait, l'intérêt de ce plan Climat est clair, parce qu'il est précis, il donne des indications très précises de la trajectoire chiffrée". Il disait : "en fait, ce serait vraiment très utile qu'il puisse y avoir la contre-proposition sur la table pour que l'on voie s'il y a vraiment des choix possibles et que ce soit à la hauteur des enjeux, bien loin des rires, qui ne sont pas à la hauteur".

J'espère que ce débat montrera que sur tous les bancs, ici il y a des propositions et des contre-propositions, et que tout le monde sera à la hauteur. Je l'espère vraiment, parce que l'on a besoin de cette énergie globale.

Je le dis aussi, les Parisiennes et les Parisiens sont très engagés. Ils nous demandent d'en faire plus et de faire plus vite encore sur ce sujet. Ils ont une conscience aiguë, et d'ailleurs pas simplement dans la partie plus militante de notre société parisienne. Beaucoup de personnes à haut niveau de revenu d'ailleurs nous disent qu'il faut en faire plus, parce que ces personnes pensent à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Beaucoup nous disent qu'ils sont inquiets. Il existe une éco-anxiété, partagée dans beaucoup de générations.

Face à cette éco-anxiété, il y a l'action. C'est l'action qui peut permettre de résoudre et de montrer qu'il y a des solutions et un chemin.

Je ne suis ni optimiste ni pessimiste, j'ai une vraie espérance, parce que nous sommes dans ce que beaucoup de scientifiques ont aussi appelé "la décennie cruciale pour le climat". J'écoute les scientifiques. Je les écoute, parce que je pense que c'est quand même mieux d'écouter les scientifiques que les climatologues-sceptiques. En tous les cas, cela permet quand même d'être dans quelque chose qui permet de trouver des solutions. Je les écoute et ils nous disent que nous sommes dans la décennie cruciale pour permettre de freiner l'augmentation des températures.

C'est à partir de ces constats de scientifiques, mais aussi de citoyens, puisque nous constatons déjà les effets du changement climatique, que nous devons agir.

Oui, on pourrait se dire, le problème va se régler tout seul par la technique, la technologie, par des murs antipollution autour du périphérique. Non, en fait non. Il y a 15 ans, je n'étais pas encore maire, on entendait d'ailleurs beaucoup d'élus, plutôt de ce côté-ci de l'Assemblée, nous expliquer que les voitures électriques allaient tout changer. Il n'y aurait plus de pollution, parce que les voitures électriques allaient tout changer.

En fait, qu'est-ce que l'on a constaté ? Non, parce que beaucoup de constructeurs électriques, notamment français, au lieu de se lancer dans la fabrication de véhicules électriques qui ne règlent pas tout, ont plutôt essayé de faire du "lobbying" pour éviter que l'on sorte du thermique et de faire la transition de la motorisation vers des moteurs moins polluants.

Au lieu d'être plutôt précurseurs de ce qui était annoncé déjà il y a 15 ans, sortir des énergies fossiles pour éviter la pollution de l'air liée aux moteurs thermiques, beaucoup encore continuent aujourd'hui puisqu'ils

essaient même de faire reculer les normes européennes pour donner encore un peu de temps de vie à ces petits moteurs thermiques qui empoisonnent une grande partie des citoyens.

Je ne crois pas à cela. Oui, la technologie peut aider ici et là et tant mieux, et améliorer la qualité de vie de nos concitoyens, mais ce n'est pas la technologie qui va régler le problème de la pollution atmosphérique ou de la production des gaz à effet de serre.

Non, ce sont d'autres formes d'actions qui passent par des évolutions de nos changements de vie. Je vous assure, parce que beaucoup de personnes m'ont dit : "on était en colère contre vous quand vous avez dit, le vélo, le vélo, le vélo". Beaucoup de personnes, je pense à des cadres dirigeants d'entreprise qui avaient l'habitude de circuler tout seuls à bord de leur voiture, m'ont dit : "on vous en a beaucoup voulu, mais quand même, le fait de passer au vélo, qu'est-ce cela a changé nos vies positivement !".

Oui, même dans votre électorat, des gens pensent que le vélo et la transition écologique, c'est quelque chose qui doit conduire chacun à pouvoir changer aussi son mode de vie.

On peut continuer à nier la réalité, on peut vouloir vivre dans une réalité parallèle comme celle qui, hier, annonçait un budget qui ne serait pas voté, et qui est démentie le jour même par le vote du budget.

On peut vouloir scénariser la réalité, comme dans une très mauvaise série B, ou alors on peut être réaliste, ambitieux et porter une espérance, parce que je pense que si nous posons ces actes-là comme d'autres villes le font, comme un certain nombre d'États le font, comme des acteurs économiques, sociaux le font, comme des citoyens le font, alors oui cette décennie cruciale pour le climat pourra être plutôt une source d'espoir que d'anxiété et de désespoir. C'est ce chemin que nous prenons à Paris.

Je remercie à nouveau Dan LERT d'avoir porté ce projet, ce travail. Il répondra également tout à l'heure. Je remercie chacune et chacun d'entre vous d'être au rendez-vous de l'histoire. Merci à vous.